

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 11 JUILLET 2022**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	2
OBJET DE LA DECISION N° 22/441 RESILIATION DU MARCHE DE TRAVAUX N°23RL20 - LOT 10 - POUR LE PROJET DU PÔLE D'ECHANGE MULTIMODAL DE LA SEYNE-SUR-MER		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Hubert FALCO, M. Robert BENEVENTI, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Christian SIMON, M. Robert CAVANNA, M. Gilles VINCENT, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Francis ROUX, Mme Nathalie BICAIS, M. Thierry ALBERTINI, M. Jean-Louis MASSON, M. Jean-Pierre COLIN, M. Arnaud LATIL.

ABSENTS :

M. Ange MUSSO, M. Yannick CHENEVARD.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 22/441

BUREAU DU 11 JUILLET 2022

**O B J E T : RESILIATION DU MARCHE DE TRAVAUX N°23RL20 -
LOT 10 - POUR LE PROJET DU PÔLE D'ECHANGE
MULTIMODAL DE LA SEYNE-SUR-MER**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à compter du 1^{er} janvier 2018 et confirmant la compétence de plein droit de la Métropole en matière de « mobilité »,

VU la délibération n°21/12/406 du 16/12/2021 portant délégation au Président et au Bureau,

VU la décision du Tribunal Administratif de Toulon en date du 21 avril 2022 annulant l'arrêté du Préfet du Var du 26 juillet 2019 portant autorisation environnementale au titre de l'article L 181-1 du Code de l'Environnement, relative à la réalisation du pôle d'échanges multimodale de La Seyne-sur-Mer sur les communes de La Seyne-sur-Mer et Ollioules ainsi que l'arrêté du Préfet du Var du 26 juillet 2021 modifiant le précédent,

VU le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de travaux (CCAG Travaux – 2009) et notamment ses articles 46 et 47,

CONSIDERANT que le projet du pôle d'échanges multimodal a fait l'objet d'un marché de travaux constitué de 10 lots notifiés le 11 février 2020,

CONSIDERANT que ces travaux ont débuté le 21 septembre 2020 avant d'être suspendus le 27 octobre 2020 suite au dépôt d'un recours contentieux à l'encontre de l'arrêté préfectoral portant autorisation environnementale,

CONSIDERANT que le Tribunal Administratif de Toulon a annulé par une décision en date du 21 avril 2022 l'arrêté préfectoral autorisant les travaux susvisés,

CONSIDERANT que la relance du projet passerait soit par un appel de ladite décision avec une issue qui reste incertaine, soit par la reprise complète de la procédure réglementaire du projet ; dans les deux cas dans un délai minimum de 2 ans,

CONSIDERANT que le délai ci-dessus est incompatible avec le maintien de la suspension des travaux jusqu'à une date indéterminée,

CONSIDERANT que le marché n°23 RL 20 relatif au lot n°10 - Clôtures du pôle d'échanges, bassins de rétention et prolongement de l'avenue Robert Brun sur les communes de La Seyne-sur-Mer et Ollioules contracté avec la société CLOTURES MAS SARL doit être résilié à la date du 20 juillet 2022 pour motif d'intérêt général conformément à l'article 46.4 du CCAG Travaux,

CONSIDERANT que le montant initial du marché est de 254 086,29 € H.T. et qu'aucun avenant n'est venu modifier ce montant,

CONSIDERANT qu'aucun début effectif des prestations de ce lot n'est intervenu ne donnant lieu de fait à aucun paiement sur ce marché HT,

CONSIDERANT que l'article 46.4 fixe une indemnité de résiliation de 5 % du montant initial du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues ; l'indemnité de résiliation de ce lot s'établit donc à 5% de 254 086,29 €, soit 12 704,31 € HT,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

DE RESILIER le marché n°23 RL 20 relatif au lot n°10 - Clôtures du pôle d'échanges, bassins de rétention et prolongement de l'avenue Robert Brun sur les communes de La Seyne-sur-Mer et Ollioules contracté avec la société CLOTURES MAS SARL.

ARTICLE 3

D'APPROUVER le décompte de liquidation du marché pour un montant de 12 704,31 € HT.

ARTICLE 4

DE DIRE que ce montant sera réglé sur le budget annexe Transports 2022 (ou suivant), opération n°42 283 et vaudra solde de tout compte.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 11 juillet 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre

POUR 14
CONTRE 0
ABSTENTION 0

